



In Extenso

LNA SANTE

Société Anonyme au capital de 19 411 874 €

7, boulevard Auguste Priou

44 120 VERTOUC

RCS NANTES 388 359 531

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sur l'augmentation du capital

Avec suppression du droit préférentiel de souscription

Assemblée générale du 17 juin 2020

Résolution n° 23



Expertise Audit Advisory

30 rue Chabrely
33100 BORDEAUX

In Extenso

IN EXTENSO AUDIT

106 Cours Charlemagne
69002 LYON

LNA SANTE

Société Anonyme au capital de 19.411.874 €

7, boulevard Auguste Priou

44 120 VERTOU

RCS NANTES 388 359 531

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sur l'augmentation du capital

Avec suppression du droit préférentiel de souscription

Assemblée générale du 17 juin 2020

Résolution n° 23

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L.225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au conseil d'administration de la compétence pour décider d'augmenter le capital immédiatement ou à terme par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par une offre à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs au sens du paragraphe II de l'article L.411-2 du code monétaire et financier (placement privé), pour un montant maximum de cinq millions cinq cent mille (5.500.000,00) euros, opérations sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Conformément aux dispositions des articles L.225-129, L.225-129-2, L.225-129-4, L.225-135, L.225-136 et L.228-91 et suivants du code de commerce et du paragraphe II de l'article L.411-2 du code monétaire et financier, votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de vingt-six (26) mois la compétence pour décider une augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport conformément aux articles R.225-113 et R.225-114 du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes ou d'une situation intermédiaire, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'Administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des actions.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation du capital qui serait décidée nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des actions ordinaires à émettre données dans le rapport du Conseil d'Administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'augmentation du capital serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R.225-116 du Code de Commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'usage de cette délégation par votre Conseil d'Administration.

Fait à Bordeaux et Nantes
Le 29 avril 2020
LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Expertise Audit Advisory
Christophe ROUSSELI

IN EXTENSO AUDIT
Françoise GRIMAUD-PORCHER